

Appel du Comité national des écoles et établissements mobilisés réuni le 11 juin

Réuni le mercredi 11 juin à la Bourse du Travail à Paris, le comité national des écoles et établissements mobilisés avec des parents d'élèves, des élus, des enseignants, des étudiants avec des sections départementales de la FCPE et des organisations syndicales, se félicite de la création des comités départementaux, regroupant parents d'élèves avec les organisations syndicales et parfois les élus, dans un très grand nombre de départements.

Le comité national constate que les mobilisations n'ont jamais cessé partout en France depuis le mois de janvier pour refuser les fermetures de classes et de postes et plus largement contre la destruction des services publics.

Le 14 mai, le comité national a décidé d'organiser le 10 juin des actions sous différentes formes partout où cela était possible. Cette initiative lancée par la FCPE 93 puis appuyée et relayée par le comité national a été suivie dans plusieurs départements.

Ainsi, des mobilisations ont eu lieu dans de nombreux départements dont le Tarn, le Maine-et-Loire, l'Indre-et-Loire, le Puy de Dôme, le Gard, Le Val d'Oise, Paris, la Seine-Maritime ou encore le Var.

Face au manque de réponse au plan local et face à la surdité de la Ministre qui a refusé de nous recevoir et de répondre à nos revendications, nous avons décidé de nous rendre une fois encore au Ministère le 11 juin pour exiger de la ministre qu'elle réponde aux revendications. **La situation dans les écoles et établissements devient chaotique et la responsable de ce chaos est bien la ministre de l'Éducation nationale.**

Cette situation n'est plus tenable !

Le comité se félicite de la présence d'étudiants qui ont indiqué rencontrer les mêmes difficultés.

Hier une surveillante a été poignardée par un élève. C'est un nouveau drame tragique qui s'ajoute à une liste déjà trop longue pour laquelle les ministres successifs n'ont apporté aucune réponse concrète !

Bien au contraire, derrière leurs larmes de crocodiles, ils

organisent méticuleusement la destruction de tout ce qui fait tenir l'école debout (L'École manque de tout ! De postes de médecins scolaires, d'infirmiers, de psychologues, d'enseignants, de RASED, de remplaçants, de CPE, d'AED, d'AESH, de personnels administratifs, ...). Ca suffit !

Dans ce contexte, le comité national considère que la constitution des comités départementaux avec les organisations syndicales, les parents et plus largement tous les amis de l'école publique est une nécessité pour arriver à constituer le rapport de force nécessaire pour aller arracher l'arrêt des suppressions de postes et la création des postes nécessaires.

Face à toutes les attaques menées contre l'école publique et dans un contexte qui laisse craindre le pire en particulier dans le cadre du budget d'austérité Macron/Bayrou qui prévoit 40 Milliards de coupes budgétaires supplémentaires en 2026, la question de l'action commune est plus que jamais d'actualité.

Nous constituons désormais une force organisée qui ne demande qu'à s'élargir. **Nous ne nous arrêterons pas tant que nos revendications ne seront pas satisfaites.** La constitution du comité national a permis de développer la mobilisation et de l'amplifier. Cette première étape essentielle a permis de créer un formidable outil pour aider à la mobilisation et doit nous permettre désormais d'aboutir à une communication plus large afin d'élargir encore davantage notre mouvement et d'organiser des actions d'envergures pour bloquer toutes les fermetures de postes.

Le comité national appelle à prolonger toutes les mobilisations en cours et appelle à constituer de nouveaux comités en y intégrant les syndicats, les parents, les fédérations de parents d'élèves, les élus et les personnels et à rejoindre le comité national.

Le comité national se réunira de nouveau la première semaine de juillet en visio afin de faire le bilan de toutes les actions menées ici et là pour exiger l'arrêt des suppressions de classes et discuter des suites à donner.